

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal des guerres de l' Otan Géopolitique et stratégie

N° 85 du 11.03.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

Robert Bibeau : BHL, Bobos, ONG financées par la CIA sont unanimes, il faut remettre la Libye aux Etats-Unis.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 Comité Surveillance Otan : En attendant l'invasion de l'Armée Rouge...

1-2 Fabien Terpan : [Sommet de Lisbonne : l'OTAN possible rivale de l'UE sur le terrain de la gestion des crises ?](#)

1-3 R.Marounek : Réunion du Comité militaire de l'OTAN après le sommet de Lisbonne.

2 Dossiers.

2-1 Maurizio Matteuzzi : L'OTAN « étudie » l'option militaire.

2-2 M. Saâdoune : Libye : L'OTAN a le doigt sur la gâchette.

2-3 Comité Surveillance Otan : Il faut dire NON clairement et catégoriquement à toute intervention militaire de l'Otan.

2-4 Fidel Castro: La guerre inévitable de l'OTAN (II).

3 Courrier des lecteurs & [trouvé sur le net](#) & témoignage

3-1 Raouf : L'impérialisme étatsunien et l'UE, unis dans l'OTAN, déploient des moyens militaires et de propagande.

3-2 Seul le peuple Libyen a le droit en toute souveraineté de décider du sort de Khaddafi.

3-3 Fidel Castro : OTAN : La danse macabre du cynisme.

4 Sommet de Lisbonne.

4-1 Roland Marounek : Exit Strategy - le scénario en trompe-l'œil de l'Otan.

5 Médias et [Manipulation de l'opinion](#) / Vidéos

5-1 La libye selon Obama.

5-2 Aled-Dilwyn Fisher : La Norvège, comme l'OTAN, dissimule les rapports sur les pertes civiles en Afghanistan.

Tiré à part :

Robert Bibeau : BHL, Bobos, ONG financées par la CIA sont unanimes, il faut remettre la Libye aux Etats-Unis.

Les exemples historiques ne leur servent à rien à ces "BOBOS", à l'exemple de BHL, ils s'agitent en ce moment à côté des ONG financées par la CIA pour obtenir rapidement que l'OTAN massacre la population de Tripoli et occupe la Libye ce que l'OTAN voudrait bien mais les partenaires européens de l'OTAN (France, Italie, Royaume-Uni) ne veulent pas donner le pétrole libyen aux américains, alors les ONG, les "BOBOS", BHL et Avaz, réclament que vous preniez parti vous aussi et que vous signez une pétition en faveur de l'invasion

américaine de la Libye afin de remettre ce pétrole libyen aux américains, l'Italie ne sait pas bien gérer sa néo-colonie et la Libye doit lui être retirée pour être donnée à plus futé que Berlusconi.

VOICI comment à partir des reportages "objectifs et exhaustifs" de la revue française LE POINT, les "BOBOS = Bourgeois bohèmes ou petits bourgeois l'armoyants", BHL et une ONG financée présentent le contexte de cette invasion souhaitée par l'OTAN organisme "humanitaire" dirigé par le Pentagone autre organisme "humanitaire" (nouvelle vocation du Pentagone) :

CITATION :

"Que **les avions de Kadhafi bombardent le peuple libyen**, le Conseil de Sécurité des Nations Unies doit décider dans 48 heures si oui ou non une zone d'exclusion aérienne sera imposée pour maintenir la flotte gouvernementale au sol.

Ensemble, nous avons déjà envoyé 450 000 messages au Conseil de Sécurité de l'ONU et "submergé" la Présidence du Conseil, contribuant ainsi à l'obtention de sanctions ciblées et à un début de justice pour le peuple libyen.

Aujourd'hui, pour stopper le bain de sang, **nous devons nous mobiliser massivement pour imposer une zone d'exclusion aérienne**. Si Kadhafi ne domine plus l'espace aérien, il perdra aussitôt une arme décisive dans cette guerre où les civils paient le prix fort. Mais aussi longtemps que ses hélicoptères de combat et ses bombardiers seront en vol, le nombre de morts augmentera.

Il ne nous reste que 48 heures, allons jusqu'à un million de messages pour stopper les attaques meurtrières de Kadhafi avant qu'il ne soit trop tard: (...)

L'**opposition libyenne a appelé la communauté internationale** à "tout faire pour protéger le peuple libyen qui subit des crimes contre l'humanité". Le Ministre anglais des Affaires Etrangères (Tien tien depuis quand est-il crédible celui-là ?) souligne que "des rapports crédibles font état de l'usage d'hélicoptères de combat par les forces gouvernementales et contre les civils."

Le Chef de l'OTAN (L'ami des peuples opprimés) a quant à lui indiqué que tout effort pour instaurer une zone d'exclusion aérienne nécessiterait d'abord une résolution de l'ONU. Dans de nombreuses crises similaires à celle-ci, certains pays de l'ONU ont opposé leur veto à des positions fortes -- mais dans le cas de la Libye, quelque chose de différent est en train de se passer. Les sanctions du Conseil de Sécurité sont une réalité. Les Ambassadeurs à l'ONU indiquent que les délégations se sont "largement ralliées" à l'idée d'un départ inéluctable de Kadhafi. Ce dont ils ont besoin à présent, c'est d'une nouvelle impulsion de la part des citoyens du monde entier.

Une résolution de l'ONU ne sera pas un remède miracle -- la mise en application d'une zone d'exclusion aérienne serait dangereuse et complexe. Mais le simple fait de sentir la menace réelle d'une telle décision pourrait montrer à Kadhafi qu'il doit partir. **Nos gouvernements doivent comprendre que nous soutenons le peuple libyen et que nous n'accepterons aucun délai supplémentaire**. Envoyez-leur un message et faites suivre cet email à vos proches et vos amis:

(...)

Les mouvements démocratiques non violents dans le monde arabe ont fasciné les peuples du monde entier.

Cependant, Kadhafi a décidé de prendre le chemin le plus sombre, celui de la répression violente visant à anéantir un soulèvement courageux et pacifique. Deux avenir semblent se dessiner pour la Libye aujourd'hui: celui de la violence maintenue par un dictateur à l'encontre de son peuple, et celui de l'action internationale déterminée visant à soutenir les aspirations du peuple libyen (et de l'occupation par l'OTAN et le Pentagone).

En ces jours cruciaux, nous devons prendre conscience que nos actions, en tant que citoyens du monde entier, auront un impact sur le destin de nos frères et nos soeurs en Libye. Et c'est donc le moment d'agir en solidarité -- avec ceux qui sont tombés et ceux qui se battent pour survivre.

Avec espoir,

Ben, Luis, Graziela, Benjamin, Ricken, Stephanie, Rewan et toute l'équipe d'Avaaz

SOURCES

Libye: violents bombardements, nouveaux soutiens à la zone d'exclusion aérienne:

http://www.avaaz.org/lepoint_libye

Les forces pro-Kadhafi pilonnent les rebelles sur le front oriental:

http://www.avaaz.org/nouvelobs_libye

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

1-1 Comité Surveillance Otan : En attendant l'invasion de l'Armée Rouge...

En 2007, l'historien Suisse Daniele Ganser a publié une étude fouillée sur les réseaux "Stay-Behind" de l'Otan, détaillant avec précision la situation particulière de chaque pays européen membre de l'Alliance, et les ramifications plus ou moins fortes et/ou établies selon les cas de ces structures occultes avec le terrorisme qui a secoué certains pays dans les années 70 et 80 –

et selon les sources qui sont disponibles, les documents de l'Otan restant classifiés 20 ans après la fin théorique de la guerre froide.

Ce livre est remarquable, non seulement par l'éclairage apporté sur le passé, mais surtout pour ce qu'il révèle de la raison d'être réelle de l'Otan, ainsi que pour ce qu'il permet de suggérer sur la "*guerre au terrorisme*", nouvelle priorité affichée de l'Otan.

C'est en 1990 que l'existence des armées secrètes anti-communistes de l'Otan fut révélée au grand jour par le premier ministre Andreotti en personne, lequel précisait que des structures identiques existaient dans chaque pays européen de l'Alliance : comme l'explique D. Genser, la mise sur pied d'une « *autorité de Sécurité nationale chargée d'encadrer la lutte contre le communisme par des groupes clandestins de citoyens* » faisait partie dès sa création, des clauses secrètes de l'Otan (Directive OTAN/SACEUR sur la guerre non-conventionnelle).

La commission parlementaire d'enquête mettait en lumière l'implication de Gladio, la variante italienne, dans les attentats terroristes en Italie dans les années 70-80, culminant avec l'attentat de la gare de Bologne, le 2 août 1980 – 85 morts et 200 blessés.

La constitution d'une armée secrète se justifiait et se justifie toujours officiellement par la nécessité d'être prêt à la résistance et au sabotage le jour où surviendrait l'invasion de l'Europe par l'URSS, ce dont comme disait Spaak, le Monde Libre avait si peur. C'est ainsi que Antoine de Donnea pouvait déclarer sans complexe lorsque l'existence de l'armée secrète Stay-Behind en Belgique ne put plus être cachée : « *Il était parfaitement justifié... de préparer des réseaux de résistance susceptibles d'être activés dans le cas d'une occupation de notre territoire par les Armées du Pacte de Varsovie. Nous sommes redevables à tous ceux qui ont œuvré dans ces réseaux* ». Le dit Pacte de Varsovie a été créé 6 ans après l'Otan, soit dit en passant, et il y a de lourdes présomptions que ceux qui ont œuvré dans ces réseaux soient, toujours en passant, derrière les tueries du Brabant : voir à ce sujet, le chapitre consacré à la Belgique.

Mais dans la réalité, les choses étaient en fait juste inversées : les Etats-Unis n'avaient subi aucune destruction sur leur territoire et sortaient de la guerre particulièrement renforcés; l'URSS était un pays dévasté, bien plus qu'aucun autre de l'Europe à l'Ouest de l'Allemagne, un pays qui avait tout à reconstruire. Sa plus grande préoccupation était de se protéger d'une nouvelle tentative de destruction. Il était parfaitement légitime dans cette perspective, qu'elle ait tout fait pour s'assurer que sa frontière occidentale soit désormais constituée de pays amis, et non plus de pays prêts à s'associer à une nouvelle agression, comme cela avait été le cas par deux fois en moins de 30 ans. Les USA, en lançant 'pour l'exemple' deux bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, mais aussi par la destruction gratuite de Dresde, avaient démontré à l'URSS leur puissance et leur détermination. Lancer dans ces conditions une invasion eut été à l'évidence suicidaire.

Et il est impossible que les chefs militaires de l'Alliance n'en aient pas été tout à fait conscients. Ils avaient en fait une connaissance précise de l'état des forces, que l'URSS a toujours tenté de maintenir suffisant pour empêcher une agression, jusqu'à l'épuisement. Affirmer avoir peur d'une invasion soviétique ne pouvait être qu'une mise en scène destinée à l'opinion publique occidentale.

Pourquoi dans ce cas ces armées "stay-behind" ? La réponse est donnée à de multiples reprises par les responsables et exécutants mêmes de ces réseaux, cités dans le livre : l'armée secrète devait s'activer "*également*" en cas de prise du pouvoir par les communistes.

Au moment d'intégrer l'OTAN en 1949, l'Italie signa, outre le Pacte Atlantique, une série de protocoles secrets prévoyant la création d'une organisation non officielle « ***chargée de garantir l'alignement de la politique intérieure italienne sur celle du bloc de l'Ouest par tous les moyens nécessaires, même si la population devait manifester une inclination divergente*** »

Nous touchons ici me semble-t-il au point central : Le mouvement communiste avait avec la guerre et la lutte contre le fascisme, acquis un prestige et une légitimité sans précédent, et la possibilité était très concrète que certains pays choisissent la voie socialiste – ou sombrent dans le communisme selon l'option que l'on adopte. Ceci était autrement plus réaliste qu'une invasion par l'Armée Rouge. L'armée secrète de l'Otan, avec son réseau de saboteurs et de terroristes, devait alors être prête pour que cette éventualité soit la plus désastreuse possible. Des caches d'armes de guerres étaient aménagées un peu partout, des systèmes de communication de pointe gracieusement offerts par les USA... Tout était en place pour saboter effectivement le pays qui aurait tenté de suivre, démocratiquement, la voie socialiste.

La possibilité d'une arrivée au pouvoir des communistes par les urnes était particulièrement forte dans l'Italie d'après guerre, et c'est également dans ce pays que le réseau stay-behind Gladio a été le plus dramatiquement actif, et certainement efficace. L'Otan et son armée secrète ont délibérément utilisé la "*stratégie de la tension*" au moyen d'attentats terroristes frappant aveuglément la population, attentats dont étaient ensuite accusés les communistes.

Il est intéressant d'entendre aujourd'hui l'Otan affirmer devoir protéger le Monde Libre du terrorisme, et se trouver malheureusement contrainte de pouvoir s'étendre n'importe où dans le monde pour assurer cette protection *légitime*. Ce devoir de protection l'a amenée à s'associer activement à l'invasion destructrice de l'Irak et au soutien sans réserve au gouvernement fantoche mis en place par les USA, à l'occupation et au bombardement de l'Afghanistan, demain sans doute sera-t-elle obligée pour nous défendre, de détruire l'Iran... « *La tâche principale de l'OTAN est la défense du territoire des pays alliés, mais nous devons réaliser que dans le monde actuel, la défense de nos propres frontières commence bien souvent très loin* », Anders Fogh Rasmussen. Des attentats singuliers, qui semblent insensés, ciblant la population et non les armées d'occupation, ensanglantent le Pakistan et l'Afghanistan, attentats dont la responsabilité est automatiquement attribuée aux si abominables Taliban, souvent malgré les dénégations de ceux-ci. Il est particulièrement difficile de distinguer ce qui se passe réellement. Cependant, au vu de l'histoire très récente de l'Otan, une prudence élémentaire est indispensable, et on ne peut éluder la question de qui est, en définitive, le véritable bénéficiaire de cette terreur.

http://www.csotan.org/ao/article.php?ao_id=36&art_id=479&Mois=d%E9cembre&Year=2009

1-2 Fabien Terpan : Sommet de Lisbonne : l'OTAN possible rivale de l'UE sur le terrain de la gestion des crises ?

Chaque mois, nonfiction.fr publie l'opinion d'un expert sur une question européenne ou de relations internationales. Cet article de Fabien Terpan, maître de conférences à Sciences-Po Grenoble, inaugure cette rubrique.

Lors du sommet qui s'est tenu à Lisbonne les 19 et 20 novembre 2010, les vingt-huit chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN ont adopté un concept stratégique^[1] censé guider leur action pour les dix années à venir. Cet ajustement aux nouvelles conditions de la sécurité internationale paraissait nécessaire, le précédent concept datant d'avril 1999. Plusieurs données nouvelles devaient être prises en compte, telles que l'impact du 11 septembre, les guerres en Afghanistan et en Irak, le lancement d'une politique européenne de sécurité et de défense, l'élection de Barack Obama. Il s'agissait aussi et surtout de rappeler que l'OTAN reste une organisation utile, voire indispensable, en dépit des difficultés qu'elle éprouve sur le terrain afghan. D'ailleurs, le fait que l'adoption du nouveau concept soit couplée à l'annonce d'une stratégie de sortie en Afghanistan montre bien la volonté de redorer le blason d'une organisation quelque peu affaiblie.

Le document réaffirme la mission centrale de l'OTAN- assurer la défense collective des membres de l'Alliance sur la base de l'article V du traité de l'Atlantique nord- tout en rappelant son apport à la gestion des crises et à la sécurité coopérative. Mais il insiste aussi sur deux éléments plus nouveaux, susceptibles d'entraîner d'importantes conséquences : le bouclier anti-missile, auquel la Russie est invitée à se joindre ; la nécessité d'une approche globale- politique, civile, militaire- de la gestion des crises.

Les Etats-Unis ont réussi à inscrire la défense anti-missile dans le cadre de l'OTAN, en liant ce projet à la construction d'un partenariat fort avec la Russie. Le bouclier est présenté comme susceptible d'accroître la sécurité internationale, dans l'attente d'un monde dénucléarisé (la fameuse "option zéro" défendue par Barack Obama). En proposant aux Russes de participer, le président Obama a démontré que le système anti-missile n'était pas dirigé contre Moscou. De manière générale, l'apaisement des relations avec la Russie peut être considéré comme l'un des principaux apports de la nouvelle administration américaine dans le domaine extérieur. Si le bouclier soulève encore des interrogations quant à sa fiabilité et son impact sur la dissuasion, il est, incontestablement, un domaine de coopération riche de potentialités pour l'OTAN.

En orientant l'Alliance vers une approche globale de la sécurité, le nouveau concept contient les germes d'une possible concurrence avec l'Union européenne et sa politique étrangère et de sécurité commune ^[2]. Les guerres d'Irak et d'Afghanistan ont mis à jour les dangers d'une vision trop étroitement militaire de la gestion des crises. Il n'est donc pas étonnant que le concept vise la mise en oeuvre d'une approche à la fois politique, civile et militaire, qui s'étendrait de la prévention des crises à la stabilisation post-conflit. Dans le même ordre d'idées, la coopération avec les Etats tiers, notamment sous la forme de dialogues politiques, est présentée dans le document comme un domaine important pour l'OTAN, bien qu'on se situe là sur le terrain de la diplomatie et non du militaire. Enfin, la prise en compte de défis majeurs tels que le changement climatique, la raréfaction de l'eau ou les besoins énergétiques, incite l'OTAN à développer des réponses qui se situent sur l'ensemble du spectre de la politique étrangère. D'où la création, annoncée à Lisbonne, d'une capacité, modeste mais adéquate, de gestion civile des crises. Or, si l'Union européenne peine à se doter d'une dimension défense, elle a depuis longtemps obtenu des résultats en matière commerciale, humanitaire, ou dans le domaine de la coopération extérieure. S'agissant de la gestion des crises, elle s'est spécialisée, depuis 2003, dans les opérations civiles- ou civilo-militaires- de soutien à l'état de droit ou à la reconstruction. Dès lors, on comprend que le nouveau concept atlantique pose la question de la concurrence avec l'UE.

Il y a deux façons d'interpréter la situation actuelle. On peut tout d'abord considérer que l'OTAN ne deviendra jamais un acteur majeur de la politique étrangère, et restera essentiellement une organisation militaire chargée de la défense territoriale et du maintien de la paix. La politique étrangère est l'apanage des Etats-Unis, des Etats membres de l'Union européenne, voire de l'UE elle-même. L'OTAN n'est pas équipée pour développer une politique étrangère globale^[3]: elle peut apporter une contribution importante mais pas assurer un leadership dans ce domaine. Et si elle intègre à ses préoccupations la gestion civile des crises, elle ne mènera jamais une politique commerciale, une politique de développement ou même sa propre action humanitaire. La relance, lors du sommet de Lisbonne, du

partenariat stratégique entre l'UE et l'OTAN confirmerait alors l'idée selon laquelle l'Union est particulièrement bien placée pour mettre en oeuvre l'approche globale de l'OTAN.

La seconde interprétation prend au sérieux le risque de concurrence entre la capacité de gestion civile des crises au sein de l'OTAN et la capacité d'ores et déjà existante au sein de l'UE. La Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'Union risque fort de pâtir des nouvelles ambitions de l'OTAN, tandis que cette dernière pourrait dans le même temps se détourner de ses tâches centrales (de nature militaire). Si les Etats membres de l'Union européenne acceptent, voire favorisent, la dérive civile de l'OTAN, c'est qu'ils envisagent la possibilité d'une victoire définitive du projet atlantique sur le projet d'Europe puissance.

Pour l'heure, il semble que la première interprétation soit plus proche de la réalité. Le commerce, le développement, l'humanitaire donnent à l'Union européenne les atouts d'un acteur global : l'OTAN en est encore loin. Cependant, on ne saurait écarter l'hypothèse d'une Alliance marginalisant l'Union européenne sur le terrain de la gestion des crises. Si cette option devait se réaliser, ce serait cependant en totale contradiction avec les objectifs fixés par le nouveau concept de l'OTAN : une défense européenne plus forte et plus performante, le renforcement de la capacité de l'UE à faire face aux défis de sécurité communs, le renforcement du partenariat stratégique entre l'OTAN et l'UE, la complémentarité des deux organisations, ou encore le respect de l'autonomie et de l'intégrité institutionnelle des deux organisations.

Fabien Terpan

Mardi 15 février 2011

Si vous souhaitez réagir à cette tribune, ou publier une opinion dans la rubrique Europe/ Relation Internationales de Nonfiction.fr, vous pouvez écrire à Estelle Poidevin à monde@nonfiction.fr.

Olivier MONTULET

« Au lieu de répéter jusqu'à l'ivresse en Occident que les forces d'opposition dans le monde arabe sont dangereuses, parce qu'exclusivement islamistes et radicales, et que, implicitement, il serait donc justifié que l'on limitât l'accès des Arabes et des musulmans à la démocratie, il serait bon d'accompagner les peuples vers leur liberté »

Tariq Ramadan, Le Monde, 11 février 2011

[1] "[Engagement actif, défense moderne](#)", Concept stratégique pour la défense et la sécurité des membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord adopté par les chefs d'État et de gouvernement à Lisbonne, 19 novembre 2010.

[2] Fabien Terpan, *La politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne*, La documentation française, 2010.

[3] Sven Biscop, "[From Lisbon to Lisbon : Squaring the Circle of EU and NATO Future Roles](#)", *Security Policy Brief*, Egmont, Royal Institute of International Affairs, vol.16, janvier 2011.

Fabien Terpan

15 février 2011

1-3 R.Marounek : Réunion du Comité militaire de l'OTAN après le sommet de Lisbonne.

Deux jours de réunions des chefs d'état-major de la défense (CEMD) et des représentants militaires (RM) de soixante-six pays membres et partenaires de l'OTAN viennent de s'achever au siège de l'OTAN.

Sous la présidence de l'amiral Giampaolo Di Paola, Président du Comité militaire, ces réunions de haut niveau, qui constituent la 164e conférence du Comité militaire en session des CEMD (CM/CEM), sont également le premier grand rassemblement officiel des autorités militaires de l'OTAN depuis le sommet de l'OTAN tenu à Lisbonne en novembre 2010.

Y ont également participé les deux commandants stratégiques de l'OTAN, l'amiral James Stavridis (commandant suprême des forces alliées en Europe – SACEUR) et le général Stéphane Abrial (commandant suprême allié Transformation – SACT), ainsi que le président du Comité militaire de l'Union européenne, le général Hakan Syren.

Au cours de la réunion consacrée à l'Afghanistan, le haut représentant civil, l'ambassadeur Mark Sedwill, et le commandant de la FIAS, le général David Petraeus, ont dressé le bilan de l'année 2010, notamment au sujet du processus de transition. Ils ont convenu que le moment était venu de prendre appui sur les acquis et de les consolider pour que les progrès réalisés deviennent irréversibles. En ce

sens, ils ont décidé qu'il était nécessaire en priorité de prendre d'urgence des mesures supplémentaires afin de disposer des formateurs indispensables pour appuyer la montée en puissance des forces de sécurité nationales afghanes. L'évaluation du Comité militaire constituera un avis essentiel pour le Conseil de l'Atlantique Nord, en vue des prochaines réunions des ministres de la défense de l'OTAN en mars 2011.

En ce qui concerne le Kosovo, les CEMD ont suivi les exposés présentés par le SACEUR, par le commandant de la KFOR, le général Erhard Buehler, et par le chef de la mission EULEX, M. Xavier Bout de Marnhac, qui estiment que la situation de sécurité globale est positive, compte tenu de l'évolution de la KFOR vers une présence dissuasive, de l'allègement du dispositif de protection de sites et de la capacité croissante des forces de sécurité du Kosovo (KSF). Les pays contributeurs ont réaffirmé leur engagement à remplir effectivement le mandat de la KFOR, en reconnaissant que la paix et la stabilité à long terme dans la région dépendront essentiellement de la bonne gouvernance et des progrès de la lutte contre la criminalité organisée.

Les opérations maritimes en cours de l'OTAN, Ocean Shield et Active Endeavour, ont également été examinées. Les CEMD ont analysé les options qui permettraient d'améliorer les résultats obtenus dans le cadre de ces missions, en les adaptant aux menaces actuelles et futures liées à la sécurité maritime et en tenant compte des ressources disponibles. Deux réunions du CM/CEM étaient consacrées aux partenariats de l'OTAN. Les représentants militaires du Dialogue méditerranéen et ceux du Conseil de partenariat euro-atlantique ont convenu de poursuivre l'accomplissement de la tâche fondamentale relative à la sécurité coopérative, mentionnée dans le nouveau concept stratégique. Ils se sont montrés vivement intéressés par l'examen des options permettant d'approfondir la coopération militaire afin de mieux répondre aux défis de sécurité naissants tels que le terrorisme, la prolifération des armements, le trafic de drogue, les cyberattaques, la protection du secteur de l'énergie et la piraterie.

Au cours de la réunion consacrée à la coopération militaire entre l'OTAN et l'Ukraine, les CEMD ont examiné les développements actuels des réformes de défense et de la transformation en Ukraine, et présenté des recommandations fondées sur l'expérience acquise par leurs pays dans ces deux domaines. La grande valeur de la participation continue de l'Ukraine aux opérations de l'OTAN a de nouveau été saluée.

Plusieurs aspects clés de la transformation de l'OTAN ont été abordés : la réforme de l'OTAN, le processus de planification de défense et le développement des capacités, et, en particulier, la mise en œuvre du nouveau concept stratégique. Sur ce dernier point, les CEMD ont examiné les contributions militaires relatives aux trois tâches fondamentales : la défense collective, la gestion de crise et la sécurité coopérative, qui seront cruciales pour l'élaboration de la directive politique qui régit la mise en œuvre du concept stratégique sur le plan militaire.

Au cours de la réunion du Conseil OTAN-Russie au niveau des représentants militaires (COR-RM), les 29 CEMD ont approuvé le plan de travail militaire élargi du COR pour 2011. Ce plan de travail, d'une portée considérable, est le plus ambitieux qui ait jamais été présenté, et le premier résultat concret de la poursuite de la coopération militaire entre l'OTAN et la Russie depuis le sommet de Lisbonne. Les échanges entre instituts de formation militaire sont particulièrement fructueux et permettront aux militaires de l'OTAN et de la Russie de partager leurs points de vue sur les questions de sécurité stratégique d'intérêt commun afin d'élargir leur coopération.

Par ailleurs, le COR a approuvé le «Glossaire général de la coopération OTAN-Russie». Ce document contient plus de 6000 termes et couvre des domaines clés de la coopération politique et militaire entre l'OTAN et la Russie. Le général d'Armée Nikolai Makarov et l'amiral Giampaolo Di Paola assumeront conjointement la responsabilité générale de l'édition du glossaire du COR.

La coopération militaire est un aspect important de la poursuite du développement des relations entre l'OTAN et la Russie. Le plan de travail 2011 s'inscrit dans le cadre de coopération entre militaires OTAN-Russie du COR-RM, qui prévoit quatre domaines de coopération déjà agréés : la logistique, la lutte contre le terrorisme, la recherche et le sauvetage en mer et la lutte contre la piraterie.

Les résultats des débats qui ont eu lieu au cours des différentes réunions du Comité militaire ouvriront la voie à la mise en place de la « nouvelle OTAN », qui a été définie comme une priorité importante au sommet de Lisbonne.

2 Dossiers.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

2-1 Maurizio Matteuzzi : L'OTAN « étudie » l'option militaire.

Ballons d'essai ou bourrasques de guerre humanitaire ? « Les attaques contre les civils sont un crime contre l'humanité », « Nous sommes prêts à intervenir mais seulement sur mandat de l'ONU », « Si Kadhafi et son régime continuent à attaquer systématiquement la population civile, nous ne pouvons pas imaginer que la communauté internationale et l'ONU restent des spectateurs ». Le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen a lancé hier un avertissement très clair au Colonel libyen. Nous n'en sommes pas encore à la conférence de Rambouillet, février 1999, dont l'échec programmé amena l'intervention de l'OTAN contre la Serbie de Milosevic. Ni à celle de Tony Blair aux Communes, septembre 2002, sur les armes de destruction de masse de Saddam, « prêtes à être utilisées en 45 minutes » ou au discours du secrétaire d'Etat Colin Powell au Conseil de sécurité, février 2003, dans lequel il brandissait une éprouvette pleine de poudre blanche (l'« anthrax » du raïs irakien), qui servirent à faire avaler à l'ONU la guerre contre l'Irak. Mais l'évocation par Rasmussen d'une intervention humanitaire contre la Libye de Kadhafi est un signal, même si ce n'est plus maintenant Georges W. Bush qui est à la Maison Blanche mais un Barak Obama qui semble plus réticent à se jeter dans une nouvelle aventure dans la zone explosive (et pas seulement à cause du pétrole) de la Méditerranée, de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, mais qui s'est immédiatement placé hier aux côtés de Rasmussen : attention Kadhafi, « l'OTAN étudie l'option militaire ».

Signal inquiétant parce que les expériences précédentes montrent que quand la grande machine de la « guerre humanitaire » se met en marche, il s'avère ensuite difficile si ce n'est impossible de l'arrêter.

Pour ce qu'on peut voir et comprendre de la situation depuis Tripoli, le régime de Kadhafi est, du moins dans cette phase, très attentif à éviter des attaques « systématiques » contre les civils. Par exemple, la bataille acharnée pour le contrôle de Az Zaywah, ville qui est à une cinquantaine de Kms de la capitale -unique centre conquis par les insurgés à l'ouest de Tripoli- semblait se conclure dimanche par le retour aux mains des gouvernementaux avec un bilan probable, selon des témoins oculaires, de 13 insurgés et 4 gouvernementaux tués. Et l'offensive des forces kadhafistes sur Ras Lanouf, en Cyrénaïque, pour arrêter l'avancée des insurgés de l'est vers la partie occidentale du pays, a continué hier avec un raid aérien qui aurait fait trois victimes.

Contrôler la véracité de ces nouvelles et des ces chiffres est pratiquement impossible parce que la guerre entre les deux Libye, en plus du terrain, se déroule aussi sur celui de la propagande. D'où viennent ces nouvelles -le plus souvent venues de l'extérieur- est une chose impossible à vérifier pour qui est ici, d'un côté ou de l'autre du front. Tout au plus peuvent-elles paraître vraisemblables et possibles ou improbables et sans fondements.

Entrent dans ce décompte deux voix qui ont circulé ici hier, diffusées par deux journaux arabes imprimés à Londres : celle de *al-Sharq al-Awsat* selon qui Kadhafi aurait proposé son exil au Conseil national de Bengazi en échange de l'impunité pour lui et sa famille (paroles apparemment sans fondements) ; et l'autre venant de *Libya al-Youn* d'après qui un cadavre décapité trouvé dans une ville de Cyrénaïque contrôlée par les insurgés serait celui de Abdullah al-Senoussi, le puissant chef des services de renseignements militaires de Kadhafi (improbable mais sait-on jamais).

Au-delà de la guerre sur le terrain et de celle psychologique avec leurs côtés obscurs, certains éléments sont clairs et avancent sur deux voies. La première est l'offensive militaire des forces kadhafistes, qui ne semble cependant pas être une offensive à outrance mais plutôt destinée à faire pression sur les insurgés en évitant des attaques indiscriminées qui pourraient faire précipiter la situation internationale et saboter la deuxième voie sur laquelle semble avancer Kadhafi : la voie diplomatique. Hier le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a nommé comme envoyé spécial en Libye l'ex-ministre des affaires étrangères jordanien Kadhafi Al-Khatib ; et est arrivée ici à Tripoli la première mission Ue, conduite par l'italien Agostino Miozzo : officiellement pour vérifier la situation des citoyens de l'Union mais peut-être aussi pour observer un peu ce qui se passe et donner quelques signaux. La semaine prochaine on attend une délégation des pays de l'*Alba*, le groupe de pays initié par Chavez, pour voir si la proposition du président vénézuélien de former une commission internationale (peut-être conduite par l'ex-président Lula da Silva) a quelque chance ou si c'est pur velléitarisme.

Kadhafi qui s'est beaucoup plaint jusqu'ici d'avoir été condamné par l'opinion publique internationale et puni avec les sanctions du Conseil de sécurité de l'Onu sur la seule base de « rapports des *media* », devrait être satisfait d'accueillir ces visiteurs. Le ministre des affaires étrangères libyen Moussa Kusa a immédiatement donné son accord pour l'arrivée prochaine d'une équipe des Nations Unies qui devra vérifier la véracité des accusations et des horreurs dénoncées. Enfin.

Edition de mardi 8 mars 2011 de il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/08-Marzo-2011/art37.php3>

2-2 M. Saâdoune : Libye : L'OTAN a le doigt sur la gâchette.

Les déploiements militaires au large de la Libye ne sont pas destinés uniquement à évacuer des réfugiés en fuite d'un pays en plein tumulte. Ce sont des pré-positionnements armés en attente d'une opportunité d'intervention. Et c'est de Kadhafi et de ses milices qu'ils attendent le vrai feu vert.

Kadhafi et son clan sont surpris de la versatilité de leurs amis occidentaux qui les lâchent aujourd'hui alors qu'ils ont fait preuve de tant de largesses envers eux. Le « zingua, zingua » de Tripoli ne désespère pas, apparemment, de les convaincre qu'il est le rempart qui empêcherait Ben Laden d'envoyer ses bateaux « corsaires » à l'assaut de la paisible Europe. Bien entendu, Kadhafi ne croit pas un traître mot de ce qu'il avance. Il sait aussi qu'en face, chez les Européens, on n'accorde pas vraiment d'importance à ce qu'il dit. Mais on observe l'usage des moyens militaires à sa disposition.

Les Occidentaux ont clairement entendu les insurgés leur signifier sur tous les tons que leurs troupes sont indésirables en Libye. Ce n'est donc pas chez les insurgés qu'ils trouveront l'alibi ou la légitimation à une intervention directe. Cet alibi, ils semblent plutôt l'attendre de Kadhafi et de son clan. Ce serait l'ultime service que ce régime rendra à ses « amis » occidentaux. Ils comptabilisent déjà ses crimes réels - et sans doute en rajoutent-ils - pour rapprocher le moment où « l'ingérence humanitaire » deviendra nécessaire.

Les déploiements militaires au large de la Libye ne sont pas destinés uniquement à évacuer des réfugiés en fuite d'un pays en plein tumulte. Ce sont des pré-positionnements armés en attente d'une opportunité d'intervention. Et c'est de Kadhafi et de ses milices qu'ils attendent le vrai feu vert.

Car, à l'évidence, certains en Occident ne peuvent se contenter de l'idée, soutenue par l'insurrection, de créer une zone d'exclusion aérienne pour empêcher l'usage des avions de combat contre les civils. Ce qu'ils veulent, c'est une occupation directe qui permet de contrôler directement les puits pétroliers et d'orienter la future Libye dans la « bonne direction ».

Kadhafi qui croit qu'il est la « gloire et l'histoire et l'avenir » ne fera rien pour épargner aux Libyens cette intrusion extérieure catastrophique. Il n'est pas prêt à se rendre à l'évidence en se démettant et de rendre ainsi le seul service possible à son pays. Il cherche une ingérence qui créera la confusion et installera la division parmi les Libyens. En face, on n'attend que ça. Les marchés sur-réagissent à une réduction de la production pétrolière libyenne - très aisément compensable par les Saoudiens et d'autres - et renforcent l'appel à ingérence. De manière ingénue - n'est-ce pas ? -, des analystes boursiers en traitant de la hausse du prix du pétrole posent des questions d'ordre militaire du type : « Combien de temps les Occidentaux peuvent-ils rester sans intervenir ? ». On connaît la réponse : le temps que Kadhafi accumule les éléments d'un alibi.

L'Otan qui est une alliance militaire, historiquement hostile à la libération des peuples, va discuter de la Libye jeudi et vendredi. Officiellement, elle n'entend pas intervenir mais se contente « d'effectuer une planification prudente, pour toute éventualité ». Mais son secrétaire général, Anders Fogh Rasmussen, qui en tant que Premier ministre danois s'est livré à un discours de détestation des Arabes digne des adeptes des guerres de civilisations et de religion, a le doigt sur la gâchette, qui le démange. « Si Kadhafi et ses militaires continuent à attaquer la population libyenne de manière systématique, je ne peux imaginer que la communauté internationale et l'ONU restent passives ».

On ne peut mieux dire... Kadhafi ne rendra pas à son pays le seul service possible de s'en aller. Il semble prêt à rendre un nouveau service, l'ultime, à cet impérialisme qu'il faisait mine de pourfendre mais dont il est devenu l'un des plus serviles laquais.

mardi 8 mars 2011 -

M. Saâdoune - Le Quotidien d'Oran

2-3 Comité Surveillance Otan : Il faut dire NON clairement et catégoriquement à toute intervention militaire de l'Otan,

Les révoltes des populations embrasent tout le sud de la Méditerranée sur des milliers et des milliers de kilomètres, pour exiger la justice sociale, des droits démocratiques. Mais il s'y mêle aussi les révolutions de palais, les coups de force entre différents clans locaux, encouragés ou même fomentés par les Etats-Unis et certaines puissances européennes.

Mais les populations veulent aussi le partage des richesses de leurs pays et la souveraineté et l'indépendance politique contre leurs anciens et nouveaux colonisateurs. C'est cela qui fait le plus peur au sein de l'Alliance Atlantique et surtout parmi ses plus puissants membres, Etats-Unis, France,

Grande-Bretagne, Allemagne. Cette peur commune est encore plus grande que les disputes et les concurrences économiques entre eux.

L'Otan offre ses services militaires et n'attend plus qu'un mandat de l'ONU. Les navires de guerre américains dans la Méditerranée se rapprochent de la Libye et Hilary Clinton ordonne à Kadhafi de dégager. On ne peut que s'inquiéter de cette exigence, qui n'avait pas du tout la même énergie en Egypte ou en Tunisie. Les dirigeants occidentaux clament leur indignation devant la répression en Libye, mais ils n'ont pas fini de mener ou de soutenir une guerre de conquête atroce en Irak qui se solde sans doute par un million de mort et 4 millions de réfugiés. Les discours main sur le coeur sur les valeurs et les droits de l'homme sont aujourd'hui comme hier le masque de la défense cynique des intérêts économiques concrets.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU vient de voter une série de sanctions contre la Libye et le « clan » Khadafi, mais la résolution laisse aussi la porte ouverte à une intervention militaire. Ban Ki Moon a prévenu : *« les mesures prises aujourd'hui sont sévères et, dans les jours à venir, si les choses ne changent pas, des mesures encore plus audacieuses pourront être prises »*.

D'autre part, l'insistance avec laquelle le mot de "génocide" est relayé hors propos, quelle que soit la réalité ou l'ampleur de la répression et des combats inter-factions, en dit long sur la volonté de manipulation de l'opinion publique.

L'Otan serait "tout naturellement" en première ligne d'une telle intervention : La situation en Libye n'est-elle pas présentée comme un exemple de menaces auxquelles l'Otan est amenée à réagir : « grave crise humanitaire », « danger pour la sécurité d'approvisionnement énergétique », soit le contenu-type des menaces décrites dans le nouveau Concept Stratégique de l'Otan que la Belgique vient de cosigner au dernier Sommet de Lisbonne.

Ces interventions armées ne sont pas de nature à régler le moindre problème humanitaire, et ce n'est en aucune façon leur but réel. Le mouvement pour la Paix en Belgique doit en être conscient. La guerre de l'Otan contre la Yougoslavie n'a réglé aucun problème, a causé des milliers de morts supplémentaires, et a conduit à inventer un nouvel Etat, le Kosovo, immense base militaire américaine. La guerre en Afghanistan dans laquelle s'est graduellement enfoncée l'Otan a ajouté aux désastres, à la misère, aux morts et à des coûts incommensurables. La guerre et l'occupation de l'Irak continue avec la participation de l'Otan et il y a chaque mois plus de morts là-bas que dans tous les récents affrontements en Libye ! **Il faut dire NON clairement et catégoriquement à toute intervention militaire de l'Otan, et dire NON à toute participation belge, qu'elle soit directement militaire ou sous la couverture humanitaire !**

1^{er} mars 2011

Le Comité Surveillance Otan

2-4 Fidel Castro: La guerre inévitable de l'OTAN (II)

Quand, s'inspirant de son collègue égyptien Abdel Gamal Nasser, le colonel de l'armée libyenne, Mouammar el-Kadhafi, alors âgé de vingt-sept ans, renversa le roi Idris Ier, il prit d'importantes mesures révolutionnaires comme la réforme agraire et la nationalisation du pétrole. Il consacra les revenus croissants au développement économique et social, en particulier aux services éducationnels et sanitaires de la peu nombreuse population d'un immense pays majoritairement désertique aux rares terres cultivables.

Une mer d'eau fossile très étendue et profonde gît sous ce désert. Et il m'avait semblé, après avoir connu une zone de culture expérimentale, que ces eaux seraient à l'avenir plus précieuses que le pétrole.

La foi religieuse, prêchée avec la ferveur qui caractérise les peuples musulmans, aidait en partie à compenser la forte tendance tribale qui caractérise encore ce pays arabe. Les révolutionnaires libyens élaborèrent leurs propres idées et les appliquèrent dans des institutions juridiques et politiques que Cuba se fit une norme de respecter.

Elle s'abstint absolument d'émettre des vues sur les conceptions de la direction libyenne. Mais je constate clairement que les États-Unis et l'OTAN s'inquiètent surtout, non de ce qu'il se passe en Libye, mais de la vague révolutionnaire qui déferle dans le monde arabe et qu'ils veulent freiner à tout prix.

Car il est incontestable que, ces dernières années, les rapports des USA et de leurs alliés de l'OTAN avec la Libye étaient excellents..., jusqu'à la rébellion en Égypte et en Tunisie. Aucun dirigeant des pays de l'OTAN ne faisait état de problèmes quand il rencontrait Kadhafi ; la Libye était devenue une source sûre de pétrole de grande qualité, de gaz, voire de potasse. Les difficultés surgies entre eux dans les premières décennies avaient été surmontées.

Le pays s'était ouvert à l'investissement étranger dans des secteurs stratégiques comme la production et la distribution du pétrole.

La privatisation avait touché de nombreuses sociétés publiques. Le Fonds monétaire international jouait son rôle béatifique dans la mise en place de ces opérations. Bien entendu, Aznar ne tarissait pas d'éloges envers Kadhafi. Et, à sa suite, Blair, Berlusconi, Sarkozy, Zapatero et jusqu'à mon ami le roi d'Espagne défilèrent sous le regard narquois du leader libyen. Ils étaient heureux.

J'ai l'air de me moquer, mais c'est faux. Car je me demande tout simplement : pourquoi veulent-ils maintenant envahir la Libye et traduire Kadhafi devant la Cour pénale internationale de La Haye ? On l'accuse du matin au soir d'avoir fait tirer contre des citoyens désarmés qui protestaient. Pourquoi ne dit-on pas au monde que ce sont les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres hôtes illustres de Kadhafi qui lui ont fourni les armes et surtout les équipements de répression sophistiqués qu'il possède ? Je m'oppose aux mensonges cyniques par lesquels on prétend justifier l'invasion et l'occupation de la Libye.

Ma dernière visite à Kadhafi remonte à mai 2001. Quinze années s'étaient écoulées depuis que Reagan avait attaqué sa résidence plutôt modeste, mais il avait tenu à me faire constater les grandes destructions qu'y avait causées la frappe directe de l'aviation, laquelle avait aussi tué sa petite fille de trois ans... Assassinée par Ronald Reagan ! Il n'y avait pas eu dans ce cas d'accord préalable de l'OTAN, du Conseil des droits de l'homme ni du Conseil de sécurité.

Ma visite antérieure datait de 1977, huit ans après le début de la révolution en Libye. J'avais visité Tripoli ; j'avais participé au Congrès du peuple libyen à Sebha ; j'avais parcouru les zones agricoles où se déroulaient les premières expérimentations à partir des eaux tirées de l'immense mer fossile ; j'avais connu Benghazi où j'avais fait l'objet d'un accueil chaleureux. La Libye était un pays légendaire qui avait été le théâtre de batailles historiques durant la dernière guerre mondiale. Elle ne comptait même pas six millions d'habitants, et ses énormes réserves de pétrole léger et d'eau fossile n'avaient pas encore été découvertes. Et les anciennes colonies portugaises d'Afrique s'étaient déjà libérées.

En Angola, nous avons lutté quinze années durant contre les bandes mercenaires organisées par les États-Unis sur des bases tribales, contre le gouvernement de Mobutu et contre l'armée raciste de l'apartheid, bien équipée et bien entraînée. Celle-ci, obéissant – on le sait aujourd'hui – à des instructions des États-Unis, avait envahi l'Angola en 1975 pour empêcher son indépendance, et ses forces motorisées étaient parvenues aux portes de Luanda. Plusieurs instructeurs cubains moururent durant cette invasion brutale face à laquelle nous dépêchâmes de toute urgence des ressources. Une fois expulsées du pays par les troupes internationalistes cubaines et les troupes angolaises jusqu'à la frontière de la Namibie occupée par l'Afrique du Sud raciste, celle-ci reçut pendant treize ans la mission de liquider la révolution en Angola.

Elle mit au point l'armée atomique avec l'appui des États-Unis et d'Israël. Et elle la possédait déjà quand les troupes cubaines et angolaises mirent en déroute ses forces terrestres et aériennes à Cuito Cuanavale et, bravant les risques, utilisant les tactiques et les moyens classiques, progressèrent jusqu'à la frontière namibienne où les troupes de l'apartheid prétendaient résister. Nos troupes ont, deux fois dans leur histoire, couru le risque d'être attaquées par ce genre d'arme : en octobre 1962 et dans le Sud angolais, mais, dans ce second cas, même l'arme nucléaire n'aurait pas empêché la défaite de l'Afrique du Sud qui marqua la fin de son système odieux. Tout ceci se passait sous l'administration Ronald Reagan aux USA et sous Pieter Botha en Afrique du Sud.

Nul ne parle de cette aventure impérialiste, ni des centaines de milliers de vies qu'elle a coûtées.

Je regrette d'avoir à rappeler ces faits quand un autre grand risque pèse sur les peuples arabes parce qu'ils ne résignent plus au pillage et à l'oppression dont ils sont victimes. La révolution dans le monde arabe, que redoutent tant les États-Unis et l'OTAN, est la révolution de ceux qui n'ont aucun droit face à

ceux qui font étalage de tous les privilèges et elle est donc appelée à être plus profonde que celle qui éclata en Europe à partir de la prise de la Bastille en 1789.

Même Louis XIV, qui proclama : « L'État, c'est moi ! », ne bénéficiait pas des prébendes du roi Abdallah d'Arabie saoudite, encore moins de l'immense richesse qui git sous la surface de ce pays quasi désertique où les transnationales yankees décident de l'extraction du pétrole et contrôlent donc les cours mondiaux de ce produit. Depuis que la crise a éclaté en Libye, l'extraction du pétrole en Arabie saoudite a augmenté d'un million de barils par jour, à un coût minime, de sorte que les revenus de ce pays et de ceux qui le contrôlent s'élèvent, rien qu'à ce titre, à un milliard de dollars par jour.

Mais que personne ne pense que le peuple saoudien baigne dans la richesse. Les récits des conditions de vie de nombreux travailleurs du bâtiment et d'autres secteurs, contraints de travailler treize ou quatorze heures par jour pour des salaires misérables, sont émouvants.

Effrayée par la vague révolutionnaire qui ébranle le système de pillage en place depuis les faits dont les travailleurs ont été les protagonistes en Égypte et en Tunisie, mais aussi par les actions des jeunes chômeurs en Jordanie, dans les territoires occupés de Palestine, au Yémen, et même au Bahreïn et dans les Émirats arabes aux revenus plus élevés, la haute hiérarchie saoudite vit sous l'impact des événements.

À la différence de ce qu'il se passait autrefois, les peuples arabes reçoivent aujourd'hui des informations presque immédiates, quoiqu'extraordinairement manipulées, sur le cours des événements.

Le pire pour le statut des secteurs privilégiés, c'est que les faits – qui sont têtus, on le sait – coïncident avec une hausse considérable des cours des aliments et avec les retombées dévastatrices des changements climatiques, tandis que les États-Unis, le plus gros producteur de maïs au monde, utilisent presque 40 p. 100 de ce produit subventionné et une part importante de leur soja pour fabriquer des biocarburants destinés aux moteurs de voitures. Lester Brown, l'écologiste étasunien le mieux informé au monde sur les produits agricoles, peut nous offrir sûrement une idée de la situation alimentaire actuelle.

Le président bolivarien Hugo Chávez tente un vaillant effort pour trouver un règlement en Libye sans intervention de l'OTAN. Ses possibilités de succès augmenteraient s'il parvenait – ce qui serait un exploit – à créer un vaste mouvement d'opinion avant, et non après, l'intervention, afin que les peuples ne voient pas se répéter dans d'autres pays l'atroce expérience de l'Iraq.

Je conclus ici ces Réflexions.

Fidel Castro Ruz

Traduction J-F Bonaldi,

Le 3 mars 2011

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1 Raouf : L'impérialisme étatsunien et l'UE, unis dans l'OTAN, déploient des moyens militaires et de propagande.

A la faveur des soulèvements des peuples d'Afrique du Nord et des pays arabes, l'impérialisme étatsunien et l'UE, unis dans l'OTAN, déploient des moyens militaires et de propagande pour réaliser le projet du « Grand Moyen-Orient » initié par G-W.Bush. Leur cible privilégiée est, aujourd'hui, la Lybie.

Les régimes réactionnaires qu'ils soutenaient sont ébranlés et il s'agit pour eux de trouver de nouveaux moyens, de nouvelles marionnettes pour perpétuer leur domination, l'exploitation du peuple et des ressources naturelles.

Et de contrôler une « transition » pseudo démocratique. « Tout changer, pour que rien ne change » et prévenir toute solution révolutionnaire aux soulèvements.

L'augmentation des prix des denrées alimentaires, le chômage élevé, l'absence de mobilité sociale et la répression politique ont, notamment, provoqué les soulèvements. Les régimes de Tunis et du Caire ont été jugés illégitimes car ils ont exploité la richesse de la nation et mis la population dans le besoin.

L'impérialisme, fidèle à son alliance inconditionnelle avec l'Etat sioniste, cherche aussi à détourner la colère des masses, non seulement contre les systèmes corrompus mais aussi contre la répression dont est victime le peuple palestinien.

En Lybie, l'aspect apparent, est une guerre civile, comme toujours lors des agressions impérialistes (guerre d'Espagne, Grèce, Viet-Nam, Palestine, Yougoslavie...). Déjà des « instructeurs » européens et nord-américains encadrent les insurgés et les arment.

Les trémolos humanitaires hypocrites ne peuvent masquer le fait que l'UE, en collaboration avec l'UE et le dispositif policier

FRONTEX, a transformé la Lybie en gigantesque camp de concentration pour les émigrants de l'Afrique subsaharienne. Avec comme conséquence dramatique qu'ils sont empêchés de quitter le pays et sont victimes à la fois des combats et de pogroms racistes. Une intervention « pour-venir-au secours-des-populations » ? Non, une course au pétrole !

Il y a évidemment des contradictions dans le camp impérialiste. La Lybie de Khadafi fourni plus d'un tiers de son pétrole à l'ENI, compagnie « nationale » italienne.

Nous nous opposons à toute intervention militaire et politique dans la lutte des peuples pour leur libération.

Nous défendons la lutte de ces peuples pour la souveraineté de leurs pays, une souveraineté populaire qui garantisse les droits des travailleurs, ouvriers et paysans, droit au travail, à un salaire juste, à la sécurité, à la santé, à l'éducation, au logement et à la culture.

Dans les conditions actuelles, la lutte pour la paix est-elle illusoire ? Faut-il « choisir son camp » ?

La seule solution juste est celle proposée par les pays latino-américains de l'ALBA, l'Alliance bolivarienne (Vénézuela, Cuba, Bolivie, Equateur, Nicaragua, Saint-Vincent-Grenadines, Dominique et Antigua-et-Barbuda), pays qui luttent résolument contre l'impérialisme.

Ici, la propagande impérialiste bat son plein et les gouvernements n'ont jamais cessé d'impliquer la Belgique dans les agressions militaires. L'oligarchie qui gouverne est un fidèle allié de l'OTAN, de l'Etat sioniste et de tous les régimes réactionnaires. Les partis gouvernementaux qui n'ont cessé de tenter d'étouffer ces alliances qui apparaissent maintenant au grand jour, vident la démocratie, la révolte de sa signification révolutionnaire et craignent par-dessus tout la lutte qui commence. Et celle des peuples d'Afrique du Nord et de tous les peuples arabes.

[Raouf](#)

(8/03/2011)

3-2 Seul le peuple Libyen a le droit en toute souveraineté de décider du sort de Khaddafi.

L'OCCIDENT IMPERIALISTE A PEUR DES REVOLUTIONS EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE ARABE :
NON A L'INGERENCE ET L'INTERVENTION DE L'OTAN/ONU EN LIBYE !

Par la rue et la grève les peuples de Tunisie et d'Egypte ont chassé les pro-consuls étasuniens et européens, Ben Ali et Moubarak et leurs partis (le RCD et le PND) membres de l'Internationale Socialiste. Ces révolutions démocratiques s'étendent maintenant de façon inégale à toute l'Afrique du nord et au monde Arabe. Tour à tour les peuples s'emparent des rues en Algérie, au Maroc, en Libye, à Bahreïn, à Oman, au Koweït, au Yémen, en Arabie Saoudite et même en Irak, etc. L'ingérence impérialiste qui s'est manifestée dès le début par les injonctions arrogantes et manipulatrices d'Obama, Merkel et Sarkozy, lâchant les tyrans Ben Ali et Moubarak, devient maintenant une menace d'intervention militaire contre Khadhafi. Tout y passe : les médias occidentaux grouillent d'allusions jamais prouvées de « *mercenaires noirs, serbes, bosniaques qui tuent des Libyens pour le compte de Khaddafi* » alors que les mêmes ont monnayé pour 5 milliards d'euros la transformation de la Libye en un centre de rétention à ciel ouvert pour juguler les flux migratoire provenant d'Afrique noire ; La rumeur entretenue pendant 24h sur « *la fuite de Khaddafi au Venezuela* » est ensuite remplacée par « *Khaddafou qui génocide son peuple par des bombardements aériens aveugles et utilisent des tortionnaires* » et des justifications prétendument « *humanitaires de l'arrestation de soldats Hollandais* » donc de l'OTAN en territoire Libyen. Les USA et l'UE se précipitent pour demander des sanctions au Conseil de Sécurité de l'ONU et le gel des avoirs de Khadhafi, ce qu'ils n'ont fait ni contre Ben Ali, ni contre Moubarak et ni contre aucun de leurs vassaux qui tuent chaque jour dans les pays actuellement en révolte. Et successivement on apprend que des ambassadeurs de la Libye à l'ONU et dans plusieurs capitales de l'UE rejoignent le camp des « *libérateurs de Benghazi* », bizarrement lieu où se concentre la production pétrolière Libyenne et les 44 milliards de barils de réserves prouvées.

Pendant ce temps les médias occidentaux nous submergent d'images d'une émigration massive en particulier d'Egyptiens de la Libye non vers leur pays à l'est soi disant « *libéré par les anti-Khaddafi* », mais là aussi bizarrement, vers la Tunisie pays de départ du vent démocratique d'où partent maintenant des appels à « *l'aide humanitaire pour contenir le flot d'immigrés* ». En fait il apparaît nettement que l'OTAN veut intervenir en Libye pour faire pression sur la révolution Egyptienne en cours et pour submerger la révolution Tunisienne par un afflux massif qui lui permettra d'y prendre pied au nom de « *l'ingérence humanitaire* ». Khaddafi, qui a été un adversaire de l'Occident impérialiste avant de se soumettre, devient le nouveau Saddam Hussein du monde Arabe à abattre et pendre. L'actuelle campagne anti-Khadaffi est une diversion impérialiste pour retourner le contexte actuel contre les peuples en révolution. Il s'agit aussi de stopper l'approfondissement et l'extension de la révolution au second pilier décisif du dispositif de domination US qu'est l'Arabie Saoudite après le premier qu'est Israël et la chute en cours du troisième qu'est l'Egypte.

La Tunisie où deux gouvernements ont été remanié et où le peuple vient d'obtenir le départ du premier ministre de la transition et l'Egypte où le pouvoir militaire appelle en vain à l'arrêt des grèves sont devenus le cauchemar des impérialistes et des dictatures semi-coloniales en Afrique et dans le monde Arabe. L'exclusion arbitraire du candidat du Parti Communiste du Bénin dans les élections est aussi un signe de la peur du vent libérateur au sein des pouvoirs Françafricains aux abois.

Les révolutions en cours ont un caractère démocratique en ce sens qu'elle renversent des tyrannies autocratiques apatrides pro-impérialistes. Mais elle ont aussi une dimension sociale que révèle la poursuite de la mobilisation et les grèves massives en Tunisie et en Egypte. Le jeune Bouazizi s'est immolé parce que la dictature corrompue de Ben Ali appliquant les diktats libéraux du FMI et de la BM l'empêchait de vivre de son diplôme universitaire et de survivre comme marchand de rue de légumes.

C'est en cela que les révolutions démocratiques actuelles sont aussi anti-libérales et objectivement anti-impérialistes. Le vent libérateur antilibéral et anti-impérialiste actuel en Afrique et dans le monde Arabe prolonge et fusionne avec les victoires anti-libérales et anti-impérialistes en Amérique du sud né de la résistance de Cuba. C'est cela le spectre du martyr Bouazizi qui hante les nuits des Obama, Merkel, Sarkozy et de leurs valets néo-coloniaux.

Pour Ferñient seul le peuple Libyen a le droit en toute souveraineté de décider du sort de Khaddafi.

A bas l'impérialisme ! Vive la seconde phase de libération nationale des peuples opprimés !

1^{er} mars 2011

Mouvement des Travailleurs Panafricains – Sénégal

« Union libre des peuples libres d'Afrique. Solidarité internationaliste des travailleurs »

3-3 Fidel Castro : OTAN : La danse macabre du cynisme.

Réflexions du compaño Fidel

La politique de pillage imposée par les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN au Moyen-Orient est entrée en crise. Et cette crise est due, forcément, à la hausse des cours des céréales dont les retombées ont été plus fortes dans les pays arabes où la rareté de l'eau, les zones désertiques et la pauvreté du peuple généralisée contrastent avec les revenus très élevés des secteurs privilégiés liés aux énormes ressources pétrolières.

Alors que les prix des aliments ont triplé, les fortunes immobilières et les trésors de la minorité aristocratique se chiffrent à des milliards de dollars.

Le monde arabe, de culture et de religion majoritairement musulmane, s'est en plus senti humilié par la mise en place, à feu et à sang, d'un État qui n'a respecté aucune des obligations élémentaires ayant présidé à sa création dans le cadre de l'ordre colonial qui existait à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et qui permit aux puissances victorieuses de fonder l'ONU et d'imposer les règles du jeu régissant le commerce et l'économie mondiaux.

La trahison de Anwar El-Sadat à Camp David a empêché l'existence de l'État arabe palestinien visé dans les accords de l'ONU de novembre 1947, si bien qu'Israël est devenu une forte puissance nucléaire alliée des États-Unis et de l'OTAN. Le complexe militaro-industriel étatsunien a livré des dizaines de milliards de dollars tous les ans à Israël et même aux États arabes que celui-ci soumettait et humiliait.

Le génie s'est échappé de la bouteille, et l'OTAN ne sait pas comment le contrôler.

Il va s'efforcer de tirer le plus gros profit des regrettables événements libyens. Nul n'est capable de savoir actuellement ce qu'il se passe dans ce pays. L'Empire a fait publier par ses médias toutes sortes de chiffres et de versions, jusqu'aux plus saugrenus, afin de semer le chaos et la désinformation.

De toute évidence, une guerre civile se déroule en Libye. Pourquoi et comment a-t-elle éclaté ? Qui en paiera les conséquences ? L'agence Reuters, se faisant l'écho d'une banque japonaise bien connue, la Nomura, a signalé que les cours du pétrole pourraient battre tous les records :

« *"Si la Libye et l'Algérie arrêtaient leur production pétrolière, les cours pourraient dépasser 220 dollars le baril, et l'OPEP verrait réduite sa capacité inutilisée à 2,1 millions de barils par jour, similaire aux niveaux de la guerre du Golfe, et au record de 147 dollars le baril établi en 2008", a affirmé la banque dans une note.* »

Qui pourrait payer des prix pareils? Quelles en seraient les conséquences en pleine crise alimentaire ?

Les principaux leaders de l'OTAN jubilent. Le Premier ministre britannique, David Cameron – selon ANSA – « ...a admis dans un discours au Koweït que les pays occidentaux avaient fait erreur d'avoir soutenu des gouvernements non démocratiques dans le monde arabe. » Félicitons-le du moins pour sa franchise.

Son collègue français Nicolas Sarkozy a déclaré : « La poursuite de la répression brutale et sanglante contre la population civile libyenne est répugnante. »

Le ministre italien des affaires étrangères, Franco Frattini, a jugé « crédible » la quantité de mille morts à Tripoli, et a parlé de "chiffres tragiques" et de "bain de sang".

Selon Hillary Clinton, le « bain de sang » est « absolument inacceptable » et « doit cesser ».

Pour Ban Ki-moon, « le recours à la violence dans ce pays est absolument inacceptable... le Conseil de sécurité agira en accord avec les décisions de la communauté internationale... nous envisageons une série de variantes. »

En fait, ce qu'attend Ban Ki-moon, c'est qu'Obama dise le dernier mot.

Le président étatsunien a parlé ce mercredi après-midi. Il a fait savoir que sa secrétaire d'Etat partirait en Europe afin de décider avec les alliés de l'OTAN des mesures à prendre. À le voir, on constatait qu'il ne voulait pas laisser filer l'occasion de se colleter avec le sénateur républicain d'extrême droite, John McCain, avec le sénateur pro-israélien du Connecticut, Joseph Lieberman, et avec les dirigeants du *Tea Party*, et de garantir son investiture par le Parti démocrate.

Les médias de l'Empire ont préparé le terrain en vue d'une action. Une intervention militaire en Libye n'aurait rien de surprenant, ce qui garantirait par ailleurs à l'Europe les presque deux millions de barils par jour de pétrole léger qu'elle importe, si des événements qui mettraient fin au leadership ou à la vie de Kadhafi n'intervenaient pas avant.

De toute façon, le rôle d'Obama est plutôt compliqué. Comment réagira le monde arabe et musulman si une telle équipée faisait couler à flot le sang libyen ? La vague révolutionnaire déclenchée en Égypte freinera-t-elle une intervention de l'OTAN en Libye ?

L'invasion de l'Iraq déclenchée par Bush sous de faux prétexte – mission remplie ! s'était-il exclamé – a coûté la vie à plus d'un million d'Arabes innocents.

Nul dans le monde n'acceptera jamais la mort de civils innocents, en Libye ou ailleurs. Je me demande : les États-Unis et l'OTAN appliqueront-ils un jour ce même principe aux civils désarmés que leurs drones et leurs soldats tuent tous les jours en Afghanistan et au Pakistan ?

C'est vraiment la danse macabre du cynisme !

Fidel Castro Ruz

Le 23 février 2011

4 Sommet de Lisbonne,

4-1 Roland Marounek : Exit Strategy - le scénario en trompe-l'œil de l'Otan.

Les documents officiels publiés à l'issue du sommet de Lisbonne, et en particulier la *Déclaration sur un partenariat durable* cosignée avec Hamid Karzai éclairent la manière dont l'Otan envisage l'avenir de sa présence en Afghanistan.

La presse semble avoir conclu un peu hâtivement de la transition annoncée que les forces de l'Otan se retireraient progressivement de 2011 à 2014 pour céder la place à une armée nationale afghane instruite ou construite par l'Alliance.

« *L'Otan confirme un retrait d'Afghanistan d'ici à fin 2014* » affirme Le Point, « *A Lisbonne, les 28 dirigeants de l'Alliance atlantique ont organisé le retrait de leurs troupes d'ici à 2014* », 'analyse' Libération. ...

En fait c'est tout le contraire qu'indiquent ces documents¹ :

« *Le début de ce processus de transition offre au Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan et à l'OTAN une occasion opportune de développer un partenariat durable et solide qui complète la mission de sécurité de la FIAS et se poursuit après celle-ci.* [...] »

« *Consciente que l'Afghanistan est pour elle un partenaire important, l'OTAN compte apporter aux institutions de sécurité afghanes un soutien pratique prolongé visant [...] à maintenir et à améliorer leur capacité et leur aptitude à lutter efficacement contre les menaces pesant sur la sécurité, la stabilité et l'intégrité de l'Afghanistan, et à contribuer à la sécurité régionale.*

« *Le Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan réaffirme son engagement [...] à être un partenaire durable de l'OTAN et à fournir à l'OTAN l'aide nécessaire à la réalisation de ses activités de partenariat [...]*

« *Des mesures efficaces de coopération doivent être mises en place conformément [...] à la capacité de l'OTAN de lui apporter un soutien prolongé. Ces mesures pourraient inclure les éléments suivants : [...] le maintien d'une liaison de l'OTAN en Afghanistan, [...] le maintien de la mission OTAN de formation – Afghanistan, [...] un programme d'activités supplémentaires de coopération [qui] pourrait prévoir une aide au développement et à la réforme des ministères chargés de la sécurité et d'autres institutions nationales ...* » etc., etc.

Lors d'une conférence de presse, le Secrétaire général de l'Alliance a été tout aussi clair : « *Nous resterons après la transition dans un rôle de soutien... Pour le dire simplement, si les résistants ou qui que ce soit d'autre attend de nous voir dehors, ils peuvent l'oublier. Nous resterons aussi longtemps que nécessaire pour finir le travail* »

Il n'y a donc aucune *exit strategy* dans l'esprit des responsables de l'Otan. Il n'y a qu'une stratégie de duperie à destination de l'opinion occidentale : un départ en trompe-l'œil des troupes combattantes, lesquelles seraient rebaptisées "formateurs", ou "aide au développement", ou "soutien à la sécurité"... Une copie conforme de la manière dont les Etats-Unis ont mis en scène leur retrait d'Irak, et qui se solde là par un stationnement permanent de plus de 50.000 GI's, un nombre indéterminé de mercenaires, et un chapelet d'une cinquantaine de bases militaires conçues pour le très long terme.

Pour ceux (s'il en reste) qui prendraient encore au sérieux la raison officielle de l'invasion et de l'occupation de l'Afghanistan, 9 années de "guerre à la terreur" n'ont fait que multiplier en Afghanistan même les résistants-terroristes (ou prétendus tels), et partout dans le monde les préparations et menaces d'attentats terroristes. Le dernier en date, ce 12 décembre 2010 à Stockholm, la capitale suédoise échappant nous dit-on par miracle à une catastrophe. Malgré les surveillances et atteintes aux libertés qui n'ont fait que s'amplifier de manière démentielle, voilà le prodigieux résultat de 9 ans de 'guerre à la terreur' ! Les succès de la lutte contre la drogue, qui fait également partie du *bundle* de partenariat à long terme, sont tout aussi spectaculaires.

D'autres pourraient bien se souvenir de documents états-uniens bien antérieurs à l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, qui analysaient très justement la nécessité pour l'Occident (USA en tête comme il se doit) d'établir une présence militaire à long terme en Asie pour maintenir le plus loin possible leur domination globale. « *Le renforcement militaire US en Asie est la clé pour parer à la montée de la Chine* » écrivaient en 2000 ceux qui allaient diriger les USA un an plus tard, et le constat reste objectivement vrai quelle que soit l'équipe dirigeante. Les dernières provocations délibérées en Corée montrent que l'objectif d'encercllement de la Chine et la perspective d'une confrontation reste bel et bien la ligne directrice de la politique étrangère US. La raison d'être d'une présence militaire occidentale en Afghanistan est tout aussi pressante aujourd'hui, et elle ne le sera que davantage les années à venir : les USA et l'Otan projettent une présence *indéfinie* en Asie Centrale.

L'unique scénario crédible d'*exit strategy* d'Afghanistan, est un scénario à la vietnamienne. Il ne fait visiblement pas partie des options officiellement présentées à Lisbonne. Mais a-t-on réellement besoin d'autres fuites pour réaliser que de plus en plus de personnes doutent du succès de l'opération en Afghanistan, et que les « *Européens ne sont là que par respect pour les Etats-Unis et non pour l'Afghanistan* »²- le '*respect*' du vassal pour son maître qui a encore quelques bons moyens de se faire '*respecter*'...

1. Ces documents sont disponibles en français sur le site de l'Otan à l'adresse www.nato.int/cps/fr/SID-330151E2-4D027349/natolive/official_texts.htm

2. Hermann Von Rompuy, en tant que président du Conseil Européen, 'trahi' sur WikiLeaks

Roland Marounek

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 La libye selon Obama.

<http://www.google.be/search?hl=fr&source=hp&q=vid%C3%A9o+obama+sur+la+libye&aq=f&aqi=&aql=&oq=>

5-2 Aled-Dilwyn Fisher : La Norvège, comme l'OTAN, dissimule les rapports sur les pertes civiles en Afghanistan.

De nouvelles révélations de Wikileaks par le journal norvégien Aftenposten continuent d'embarrasser les gouvernements de la Norvège et des USA. Elles montrent que les ambassadeurs norvégiens ont suivi l'exemple de l'OTAN et de son leader étasunien dans leur effort pour éviter un débat gênant au sujet des pertes civiles en Afghanistan.

Les câbles de la délégation étasunienne à l'OTAN qui ont fuité ont été rédigés en septembre 2008. On y lit : "L'ambassadeur de Norvège a souligné la nécessité d'éviter un débat public sur le nombre de civils tués." D'après ces câbles l'ambassadeur de l'époque et l'ancien ministre adjoint aux affaires étrangères, Kim Traavik auraient jeté le discrédit sur le bilan des morts présenté par l'ONU en disant que : "Même les employés de l'ONU en poste à Kaboul doutaient de la méthode utilisée." Traavik -qui est actuellement l'ambassadeur de Norvège en Grande Bretagne- a nié avoir consciemment omis des faits, et a dit à Aftenposten que le rapport des câbles de l'ambassade des USA devait être un "malentendu". Il a affirmé que la Norvège était un des pays qui "demandait le plus vivement" que l'OTAN et la FAIS (la force internationale d'assistance et de sécurité, missionnée par l'OTAN en Afghanistan) prennent des mesures pour éviter les pertes civiles. "Nous l'avons fait pour des raisons humanitaires" a dit Traavik à Aftenposten, "mais aussi pour prendre en considération l'opinion publique des nations membres et d'Afghanistan."

"Tout à fait inacceptable"

Les organisations des droits de l'homme internationales ont cependant été promptes à émettre des critiques et le secrétaire général de la branche norvégienne d'Amnistie Internationale, John Peder Egenaes, a dit : "il est tout à fait inacceptable que la Norvège ait accepté de dissimuler le bilan des victimes." Il a qualifié les révélations de "contraires à ce que l'on attend des autorités norvégiennes et à l'image que le gouvernement veut donner de lui-même."

Le malaise de la Norvège et de ses alliés a propos des écarts entre le bilan établi par l'ONU et celui établi par l'OTAN, a conduit l'OTAN à demander à l'ONU de mener des études conjointes sur les morts civiles. Le représentant spécial de l'ONU en Afghanistan, Kai Eide, s'y est fermement opposé en disant, selon le compte-rendu étasunien, qu'une telle coopération, "compromettrait l'indépendance de l'ONU et provoquerait un tollé chez les militants des droits de l'homme." Eide était déjà considéré comme "trop indépendant" par les alliés de l'OTAN et Victoria Nuland, l'ambassadeur étasunien à l'OTAN a demandé à un diplomate norvégien expérimenté de "faire cause commune avec la FAIS en public et de défendre la mission chaque fois que des tragédies inévitables comme des pertes civiles se produisaient."

"Sans contact avec la réalité"

Eide a beaucoup critiqué la position de l'OTAN sur la question en disant qu'il "s'était rendu compte au cours des discussions que l'OTAN avait complètement perdu le contact avec la réalité du terrain en Afghanistan."

Le bombardement de Bala Baluk a particulièrement contrarié Eide ; des documents révélés aussi pendant le week-end indiqueraient que les USA ont caché un rapport de la Croix Rouge qui faisait état de 89 civils tués dans ce bombardement alors qu'un officiel étasunien prétendait qu'il n'y avait eu que 26 victimes. Eide va bientôt sortir un livre qui relate apparemment en détails ses désaccords avec les USA notamment en ce qui concerne la dissimulation des pertes civiles. D'autres documents de Wikileaks ont montré que, lorsqu'on les questionne sur les pertes civiles, la réponse habituelle de l'OTAN, que les USA ont concoctée, a été de s'excuser pour les victimes qui ont perdu la vie, de promettre une enquête et d'accuser les Talibans d'être responsables des morts.

Pour consulter l'original : <http://www.newsenglish.no/2011/02...>

Traduction : D. Muselet pour LGS

23 février 2011

URL de cet article 12871

<http://www.legrandsoir.info/La-Norvege-comme-l-OTAN-dissimule-les-rapports-sur-les-pertes-civiles-en-Afghanistan.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19